

Questions orales

Cette année, pour ces seuls nouveaux logements, nous accordons des subventions supplémentaires de 34 millions de dollars.

Nous faisons donc beaucoup et nous continuerons de faire tout ce que nous pouvons avec les ressources qui sont à notre disposition.

* * *

LES FINANCES

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre a confirmé encore une fois qu'il ne se préoccupe que d'une seule politique économique: l'inflation.

Quand se préoccupera-t-il des effets de sa politique des taux d'intérêt élevés et de sa politique du dollar fort sur les consommateurs canadiens et sur les Canadiens qui ont investi ici pour nous rendre compétitifs sur les marchés mondiaux? En France et en Allemagne, le taux d'intérêt est de 6 p. 100 comparativement à 13,5 p. 100 ici.

Quand le ministre se rendra-t-il compte que notre dollar fort nuit à nos exportations? Quand se préoccupera-t-il des effets des taux d'intérêt élevés sur nos exportations et sur nos fabricants qui doivent se tailler une place sur les marchés mondiaux?

Quand abandonnera-t-il cette politique obsessionnelle des taux d'intérêt élevés?

Une voix: Où étiez-vous entre 1980 et 1985? Où étiez-vous, Jim?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député a présenté des arguments valables. Je suis d'accord avec lui pour dire que nous devons nous préoccuper de notre situation sur le plan de la concurrence. Nous devons nous préoccuper des taux d'intérêt, mais nous devons aussi reconnaître qu'il existe un lien très étroit entre le niveau d'inflation et les taux d'intérêt, et c'est ce que nous essayons de faire. Nous tenons à attirer son attention sur ce fait.

Permettez-moi maintenant de lui rappeler que, avant qu'il ne se trouve du côté de l'opposition, il avait un point de vue quelque peu différent sur ces questions. Le 14 mai 1981, il a dit ceci au sujet de toute la question des taux d'intérêt et de l'inflation: «Les députés ne doivent pas s'imaginer qu'il existe une solution magique ou rapide à ce problème.»

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Qui a dit cela?

M. Mulroney: Avez-vous dit cela? Avez-vous vraiment dit cela, Jim?

M. Lewis: C'était probablement David.

M. Mulroney: Levez-vous et présentez vos excuses immédiatement.

Des voix: Oh, oh!

• (1450)

M. Peterson: Comme le ministre a la mémoire courte, monsieur le Président!

Des voix: Oh, oh!

M. Peterson: Je me souviens d'une époque où il contestait vivement toute politique de taux d'intérêt élevés. Il était contre à 100 p. 100. On renie aujourd'hui ses principes.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. le Président: Je demande au député de Willowdale de poser sa question.

* * *

LA SOCIÉTÉ BOEING CANADA

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, ma question supplémentaire concerne aussi la mauvaise gestion des affaires économiques du Canada et elle s'adresse au premier ministre.

En 1986, le gouvernement a cédé la société de Haviland à la société Boeing contre 90 millions de dollars. Le premier ministre va-t-il confirmer aujourd'hui que le gouvernement verse plus de 150 millions de dollars à la société Boeing, ce qui veut dire, en fait, que cette transaction aura coûté plus de 60 millions de dollars aux Canadiens?

Va-t-il confirmer par la même occasion que cette somme versée à Boeing, y compris une subvention de 51 millions de dollars pour le nouveau Dash-8, ne garantit pas qu'un seul emploi sera créé au Canada ni même que les activités de recherche, de développement et de design seront menées au Canada?

Autrement dit, la société Boeing pourrait empocher l'argent et déménager de Downsview à Seattle. Qu'est-ce que le premier ministre entend faire pour protéger les emplois et les travailleurs du Canada?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)): Monsieur le Président, le député n'était pas ici en 1986 lorsque la transaction a été négociée.